www.cvce.eu

Déclarations de Pierre Werner sur la situation de la sidérurgie luxembourgeoise (Luxembourg, 8 février et 3 avril 1983)

Légende: Dans sa déclaration à la Chambre des députés le 8 février 1983, Pierre Werner, ministre d'État et président du gouvernement luxembourgeois, expose la situation actuelle et future de la sidérurgie luxembourgeoise en se référant notamment au rapport élaboré par l'expert et consultant français Jean Gandois. Dans le cadre de l'émission télévisée Hei Elei – Kuck Elei du 3 avril 1983, Pierre Werner fait une déclaration sur le même sujet en précisant les mesures nécessaires en vue de réaliser le programme de restructuration de la sidérurgie luxembourgeoise.

Source: "Déclarations de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, sur la situation de la sidérurgie luxembourgeoise" dans Bulletin de documentation. Luxembourg : dir. de publ. Service Information et Presse-Ministère d'État. 4 avril, n° 3/1983, pp. 22-25. Archives familiales Pierre Werner, Luxembourg.

Copyright: (c) Service Information et Presse du Gouvernement luxembourgeois

URL: http://www.cvce.eu/obj/declarations_de_pierre_werner_sur_la_situation_de_la_siderurgie_luxembourgeoise_luxembourg_8_fevrier_et_3_avril_1983-fr-bde9ae82-138b-4624-9325-a8ee3ec596d0.html

Date de dernière mise à jour: 20/10/2014

Déclarations de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, sur la situation de la sidérurgie luxembourgeoise

Le 8 février 1983, après une réunion du groupe restreint de la tripartite sidérurgie, Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, a fait à la Chambre des Députés une déclaration sur la situation de la sidérurgie luxembourgeoise, plus particulièrement sur les conclusions du Rapport Gandois. Une autre déclaration du Président du Gouvernement a été diffusée le 3 avril dans le cadre de l'émission télévisée «Hei Elei-Kuck Elei». Cette déclaration concernait les mesures qui sont nécessaires en vue de réaliser le programme de restructuration de la sidérurgie luxembourgeoise. Nous reproduisons ci-après le texte de ces déclarations:

Déclaration de Monsieur Pierre Werner, Président du Gouvernement, à la Chambre des Députés, le 8 février 1983

Monsieur le Président,

Au nom du Gouvernement je tiens à faire une déclaration à la Chambre des Députés sur la situation de la sidérurgie luxembourgeoise. Le groupe restreint de la tripartite sidérurgie s'est réuni ce mardi 8 février. L'objet de cette réunion était tout d'abord de faire le point sur l'exécution de l'Avenant paraphé le 21 décembre dernier, d'autre part d'avoir un premier échange de vues sur l'analyse et les conclusions du Rapport préparé par M. Jean Gandois, à la demande du Gouvernement.

Le groupe restreint se réunira de nouveau le lundi 21 février pour approfondir l'examen du Rapport Gandois et pour tirer les conclusions. Une réunion conjointe de la tripartite sidérurgique et du comité de coordination tripartite est prévue pour le jeudi 24 février.

Le Rapport de M. Jean Gandois examine successivement

— la situation économique réelle de la sidérurgie luxembourgeoise et de l'ARBED-Luxembourg au cours du premier semestre 1982,
— les atouts et les faiblesses de l'ARBED,
— la stratégie possible sur le plan industriel, social, financier et international.

Concernant le premier point, l'expert arrive à la conclusion qu'au cours du premier semestre 1982, c'est-à-dire une période d'une relative reprise du marché, les résultats économiques des usines sidérurgiques luxembourgeoises étaient remarquables.

Sur le plan économique, l'ARBED-Luxembourg dispose d'atouts très solides. En produits longs, c'est la seule société sidérurgique européenne opérant par la voie fonte qui aurait été capable en 1982 d'équilibrer ses comptes et même de réaliser un bénéfice, si ces charges financières avaient été normales.

Il faut conclure que l'outil constitue une base solide pour la consolidation de la sidérurgie luxembourgeoise.

Dans sa deuxième partie M. Jean Gandois procède à une évaluation de la valeur technique et économique de l'outil industriel avec ses forces et ses faiblesses, ainsi que de l'organisation commerciale.

La plus grande faiblesse réside dans l'endettement des sociétés sidérurgiques et la charge financière excesssive qu'il comporte.

L'expert constate que la sidérurgie dispose d'atouts importants dans le domaine humain et du fait d'un consensus social qui est exceptionnel en Europe.

Compte tenu des perspectives de marché à moyen terme, la proposition de stratégie conclut essentiellement à la nécessité de limiter l'effort d'investissement, de réduire les capacités, d'accepter une réduction des effectifs et de réaliser une restructuration financière.

Selon M. Gandois la moyenne de production pour les prochaines années sera voisine de 3,5 millions de tonnes d'acier brut et de 3,1 millions de tonnes de produits laminés. Ceci correspond à une capacité maximale de production d'acier brut de 4,5 millions de tonnes et à une capacité maximale de production de produits laminés de 4 millions de tonnes.

M. Gandois estime que les besoins effectifs des sociétés sidérurgiques seront à mi-1985 de 12.000 à 12.500 et à mi-1987 d'environ 10.500 personnes, ce qui implique que le rythme de départ annuel doit être maintenu aux alentours de 1.300 personnes. Il fait un certain nombre de propositions en vue de réaliser cette réduction des effectifs sans qu'elle donne lieu à des contraintes sociales inacceptables. Je précise d'ailleurs que les rumeurs qui s'étaient répandues dans les semaines passées au sujet de licenciements massifs sont sans fondement.

Le problème le plus grave et le plus imminent est celui de la restructuration financière. Je ne peux pas cacher à la Chambre que c'est un problème difficile et complexe qui est susceptible de comporter de la communauté nationale un effort supplémentaire

cvce
www.cvce.eu

considérable. Compte tenu de l'importance vitale de la sidérurgie dans notre économie à l'heure actuelle et dans un avenir prévisible. Compte tenu également des efforts de restructuration déjà accomplis et de la qualité de l'outil dans ses parties essentielles, le Gouvernement estime que cet effort vaut la peine d'être entrepris.

Mais il n'est d'ailleurs pas exclusivement financier. Il comporte des éléments de réorganisation de l'entreprise et des économies sévères, ainsi qu'une motivation accrue de tous ses collaborateurs pour le défi exceptionnel qui lui est adressé.

Le nouvel effort demande que nous nous détournions résolument des illusions du passé. Il ne peut réussir que s'il est porté par un concepte réaliste, crédible et viable sur les plans financier, industriel et social et au prix d'un sursaut de tous ceux qui doivent y concourir dans l'entreprise et au sein de la Communauté nationale.

Déclaration de M. Pierre Werner, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, sur la situation de la sidérurgie luxembourgeoise

Am Numm vun der Regirung hun ech gefrot fir haut de Mëtteg eng Erklärung virun der Châmber ofzegin. Déi Erklärung bezitt sech op d'Situatioun an der Lëtzeburger Stolindustrie.

De Mueren as de Groupe restreint vun der Tripartite zesumme komm. Den Objet vun där Réunioun wor fir d'alleréischt de Ponkt ze maachen iwwert d'Ausféierung vun dem Avenant, deen den 21. Dezember 1982 paraphéiert gin as. Op där anerer Säit awer och en éischte Gedankenaustausch ze hun iwwert d'Analys an d'Schlussfolgerungen vun dem Bericht, deen den Här Jean Gandois am Optrag vun der Lëtzebuerger Regirung gemaach huet.

Ech wëll gläich bäifügen, datt de Groupe restreint nees zesummekënnt, de Méindeg, den 21. Februar 1983, fir dat nach weider ze verdéiwen a Konklusiounen aus dem Rapport Gandois ze zéien.

Et as och virgesinn, datt d'Tripartite sidérurgique, en assemblée générale mat dem Comité de coordination tripartite zesumme soll kommen, den Donneschdeg, 24. Februar 1983. Dir gesid, mir bleiwen un der Saach.

De Rapport vum Här Jean Gandois ënnersicht 3 Saachen:

— déi wirtschaftlech Situatioun, esou wéi se a Wiirklechkeet as, vun der Lëtzebuerger Stolindustrie a speziell och vun der Entreprise ARBED am 1. Semester 1982
— déi Trëmp an och déi Schwächten, déi an onser Stolindustrie fir de Moment leien
— eng méiglech Stratégie, souwuel um industriellen, sozialen, finanziellen wéi och um internationale Plang.

Wat deen éischte Ponkt ubelaangt, kënnt onsen Expert zu der Konklusioun, datt am éischten Hallefjor 1982, dat heescht an enger Period vun enger relativer Besserong vum Maart, déi wirtschaftlech Resultater vun de Lëtzebuerger Usinen remarquabel woren.

Um wirtschaftleche Plang, seet en, huet d'ARBED Trëmp an der Hand, déi ganz solid sin, besonnesch bei de Laangprodukter. Et as déi eenzeg Stolgesellschaft an Europa, déi no dem Procédé vum Gosseisen hier, capabel gewiescht wär am Jor 1982 hir Konten auszegläichen, wann d'Charges financières normal gewiescht wären.

Dorausser schléisst och den Expert, datt den Outil eng solid Basis ofgët fir d'Consolidatioun an d'Gesondong vun der lëtzebuerger Stolindustrie.

An engem zweeten Deel mécht den Här Gandois eng technesch a wirtschaftlech Bewäertung vun dem industriellen Outil, deen do as, vu sénge staarken a vu sénge schwaache Säiten.

E bewäert och déi kommerziell Organisatioun vun onse Stolgesellschaften.

Déi gréisst Schwächt, dir Dammen an dir Hären, déi läit natirlech an der Verschëldung vun der Stolgesellschaft an an där excessiver Charge financière, déi se an dësem Moment, wou aus den Commanden nët vill erakënnt, muss droën.

Den Expert stellt awer och fest, datt niewent denen ekonomeschen a finanziellen Aspekter, ons Sidérurgie awer och iwwert wichteg Trëmp verfügt am mënschlechen Domaine, besonnesch durch de soziale Konsensus, deen, wéi e seet, aussergewéinlech an Europa as.

Wat sin d'Perspektiven à moyen terme ? Do kënnt den Expert zur Schlussfolgerong, dass et wesentlech as den Investitiounsprogramm ze limitéieren, d'Kapazitéiten ze reduzéieren, eng Reduktioun vun den Effectifs virzehuelen a selbstverständlech – et as mat dat wichtegst – eng finanziell Restrukturéierung.

No dem Här Gandois wär d'Moyenne vun der Produktioun, déi een sech bei normale Verhältnisser kënnt erwaarden fir déi nächst Joren an no de Possibilitéiten, déi den europäesche Maart de Moment ergët, an den nächste Joren, ëm 3,5 Milliounen Tonnen Bruttostol, wat praktesch 3,1 Milliounen Tonnen u Walzprodukter ausmécht. Dat géing – an dat as, wann Dir wëllt, den Objectif vum Investitiounsplang –, an enger maximaler Kapazitéit vu Walzprodukter vu 4 Milliounen Tonnen entspriechen.

Den Här Gandois, deen estiméiert, datt d'Besoins effectifs u Main d'œuvre Mëtt 1985 nëmme méi 12.000 bis 12.500 Leit géinge comportéieren an am Jor 1987 ongeféier 10.500. Dat bedéngt praktesch an de Jore bis 1987 e weideren jährlechen Ofgang vun ongeféier 1.300 Persounen.

Den Expert mécht och do eng Rei vu Propositiounen, fir déi Reduktioun vun den Effectifs ze erreechen, ouni datt se Ulass soll gin zu onakzeptablen sozialen Zwäng.

Ech benotzen dës Geleënheet fir ze präziséieren, dass déi Rumeuren an Noriichten, déi Dir an de leschten Deg an an der leschter Woch konnt an der Lëtzebuerger Press liesen an no denen massiv Entloossungen geplangt wären oder an dem Rapport vum Här Gandois virgesi wären, datt dat ouni Fondement as. Ech kann dat ganz klor dementéieren.

Et handelt sech ëm eng graduell Erofsetzung vun den Effectifs bis 1987.

De gravsten an urgenste Problem, wéinst och den Noutwendegketen vun der Stonn, as dee vun der Finanzrestrukturatioun.

Ech kann der Châmber nët verheemlechen an och dem Land nët, datt et e schwéiere Problem as an e komplexen, an datt dat ganz sécher och fir ons national Communautéit e weidere gewaltegen Effort mat sech bréngt.

Mä, wa mir feststellen, datt d'Sidérurgie eng liewenswichteg Stellong nach an onsem Land huet – elo an och nach fir eng grouss Zuel vu Joren – a wann een a Rechnong setzt déi Efforen, déi scho gemaach gi sin, a wann een no dem Jugement vum Expert feststellt, datt den Outil a sénge wesentleche Partien – et gi méi staarker an et gi méi schwaacher – brauchbar as, da mengen ech wär et der Méi wäert deen Effort ze maachen.

Deen Effort as iwwregens nët ausschliisslech finanziell oder wirtschaftlech bedéngt, mä e comportéiert och bestëmmt Réorganisatiounen an de Betriber selwer a sévères Spuermoossnamen a weider – ech géing soën – nees méi eng grouss Motivatioun vun alle Kollaborateuren, fir déi aussergewéinlech Erausfuerderung, déi u si gestallt gët.

Här Präsident, dir Dammen an dir Hären

Deen neien Effort, deen vum Land verlaangt gët, verlaangt, datt mir resolut ons vun den Illusiounen vun der Vergaangenheet ofwenden. Deen Effort kann nëmme réusséieren wann e gedroë gët vun engem klore Konzept, vun engem glaafwürdege Konzept, vun engemn liewensfähege Konzept op dem Finanzplang, op dem industrielle Plang an och op dem soziale Plang.

Ech menge, mir mussen ons alleguer e Ruck gin no uewen. Mir alleguer, all déi, déi irjendwéi zu de Resultater vun der Stolindustrie bäidroen, si côncernéiert, nët nëmmen d'Leit vun der Stolindustrie. Côncernéiert an deem Défi an deem Ruck no uewen, deen ech verlaangen, as ons ganz national Communautéit.

Deklaratioun vum Staatsminister um «Hei Elei-Kuck Elei» den 3. Abrëll 1983

An den Ouschterprogramm vun RTL ging normalerweis eng Usprooch wéi déi hei nët gehéieren. Ech hat iewer d'Gefill, datt no dem Ofschloss vu wochelaange Gespréicher op alle Pläng iwer de Stol e Wuert vun Erklärung vun der Regirung néideg wir.

Déi europäesch Stolindustrie as an déiwer Kris a schrompt zesummen an engem onerbittleche Prozess.

D'Stolland Lëtzebuerg konnt dovun nët verschount bleiwen. Mir zieren un deem Zoustand zënter laange Joren a sin op engem Ponkt ukomm, wou et heescht, déi laangfristeg Perspektiven an hirer Realitéit ze erkennen an d'Nationalpolitik dorop anzestellen.

De Stol huet zënter engem Jorhonnert de Räichtom vum Lëtzebuerger Land ausgemaacht. Et as schwéier ze erfaassen, datt dee Motor vun onser Wirtschaft sollt ausfalen. Duerfir musse mer awer a Kaf huelen, datt déi Ëmwandlung geschitt, déi ons eng éierbar Plaz an der europäescher Stolindustrie sëchert. Et geet drëm mat enger reduzéierter Kapazitéit a Produktioun eng fir ons wesentlech Industrie gesond an notzbréngend ze erhalen. Bis zum 30. Juni vun dësem Jor soll d'Kommissioun vu Bréissel d'Pläng vun de Stolländer festleën an d'Finanzhëllefen approuvéieren. Gëschter hu mer der Kommissioun onse Plang zougestallt.

Hie fousst op Erkenntnësser déi mer a wochelaange Verhandlonge gewonnen hun, woubei d'Expertise déi fir ons den Här Gandois erstallt huet, als Ënnerlag gedéngt huet mat Varianten, déi aus onsen egënen Reflexiounen erauskoumen.

E Freideg huet d'Tripartite sidérurgique dee Programm approuvéiert an als vertretbar ugeholl. Ech kann an dësem Moment nët op all Eenzelheeten vum industriellen, sozialen a finanziellen Deelstéck vun dësem Gesamtplang agoën. Méng Kollegen an ech selwer hun et awer fir noutwendeg font, nom Ofschloss vun dëser Phase vun den Tripartite-Aarbechten, iech op esou eng einfach Manéier wéi méiglech d'Haaptfakten bekannt ze gin an an engems eng Bewertong.

Mir gin aus vun enger Joresproduktioun vun duerchschnëttlech 3,1 Milliounen Tonnen Färdegprodukter mat enger Stolkapazitéit vu 4 Milliounen an engem Investitiounsprogramm vu 15 Milliarden fir déi nächst 5 Jor. Déi Kapazitéits- a Produktiounsreduktioun, déi op realisteschen Ofsazméiglechkeete berout, bréngt eng weider Aschränkung vun der Beschäftigung an der Stolindustrie mat sech. Den Effektiv muss bis 1987 op d'Zuelen zréckgeschrauwt gin, déi je no dem definitiven Investitiounsprogramm bis op 12.000 an 11.000 Aarbechtsplazen zréckgoë kënnen.

Dësen Ofbau verlaangt an der gudder lëtzebuerger Traditioun e Sozialplang, deen onnéideg Häerten vun de Leit ofhale soll. Mir setzen dofir Mëttel an, déi schons gebraucht si gin: déi fräiwëlleg Préretraite gët op weider Jorgäng ausgedeent, d'Invalideregelong gët och beibehalen. De Staat erliichtert fir de Betrieb déi Laascht, déi duerch den Iwerschoss vun deenen Aarbechtskräften entsteet, déi nët méi an der Produktioun vum Stol beschäftegt sin, woubäi allerdings drop gezielt gët, datt d'Iwerwiesselen an aner Betrieber mat guddem Wëllen vun alle Säiten a gréisserem Mooss geschéie kann.

Dat gréisst Problem as dat vun der Finanzrestrukturatioun vun de Stolgesellschaften wéinst hirer héijer Verscholdung. Wann d'national Gemeinschaft do soll mat Hëllef antrieden, dann as et fir en Outil ze erhalen, deen nom Här Gandois et wäert as gerett ze gin, wéinst sénger Produktivitéit a well onst Land och nach op Joren eraus op d'Existenz vun enger Stolindustrie ugewisen as.

Et sin iwer dee Finanzplang an der leschter Woch allerhand Ziffere genannt gin. Zu ärer Informatioun

cvce
www.cvce.eu

gin ech iech se elo, wéi se op Grond vun de leschten Aarbechten feststin. Ech schécke viraus, datt nët nëmme vum Staat finanziell vertrietbar Kontributioune gefrot gin, mee och vun de Betrieber selwer, mat drasteschen Economien op hire Betriebskäschten, vun den Haaptaktionären, vun de Gläubiger a speziell vun de Banken. D'Rechnong fir de Staat stellt sech esou, woubei ech elo besonnesch déi zwee éischt Joren betruechten, wou déi gréisst Ustrengung noutwendeg as fir en zolidd Fëllement fir d'Gesondong ze leën:

De Staat keeft der Arbed Sidmar-Aktien of fir 2,5 Milliarden. E kritt also do e Gegenwert.. Ausserdem bedeelegt en sech un enger Emissioun vu konvertiblen Obligatiounen, déi an Arbed-Aktien kënne verwandelt gi fir weider 2,5 Milliarden.

Déi finanziell Restrukturéierung verlaangt weiderhin eng speziell Budgethëllef vun 1,7 Milliarden dëst Jor an 1,4 Milliarden 1984. Bei der MMR-A sin déi entsprechend Zuelen 225 Millioune, fir d'Kapitalerhéijung 125 Millioune an 100 Millioune fir d'Finanzhëllef.

De soziale Volet huet en zousätzleche Käschtepunkt an denen zwee Jor vun 1,2 Milliarden an 950 Millioune. Am ganzen ergët dat als Finanzasaz fir 1983 an 1984 eng Somme vun 10,7 Milliarden.

Fir 1985 bis 1987 sin och nach Finanzhëllefen virgesin, mä si kënne progressiv erof goën. Déi Beträg, déi ech iech genannt hun, si fir ons Verhältnësser ausseruerdentlech héich, wa se sollen an e Budget agebaut gin, dee schon duerch d'Kris ugespaant as. A jidfereen stellt sech déi legitim Fro: wéi kann dat finanzéiert gin a wéi wäit gin ech selwer dovu getraff ?

D'Regierung huet sech och dat zurechtgeluegt an huet Propositioune prett.

Wéi der wësst hu speziell d'Gewerkschaften drop gehalen, datt déi Verdeelungsfro nach am Koordinatiounscomité vun der Tripartite sollt besprach gin. D'Regierung huet deem zougesot an de Comité fir den 12. Abrëll zesummegeruff.

Mir wëllen déi Finanzmëttelen asetzen, bei dene mer nach duerch eng laangjähreg moderéiert Finanzféierung e gewësse Sputt hun, zum Beispill bei der Staatsschold, bei den indirekte Steieren souwäit mer mat de Sätz beträchtlech ënner onsen Nopere leien, d'TVA, déi ee kënnt 2 oder 3 Prozent erhéijen, verschidden Akzisen, op dem Benzin, Alkool an Tubak, Posttarifer. Mir leën dem Comité de coordination an der Châmber Alternative vir, selbstverständlech iwerhuele mir ons Verantwortung dobäi.

Wat och dobäi ka kommen as e gewëssen Aménagement vun dem Beitrag zum Krisefong, wéi awer och durch Aspuerungen am Budget selwer. Dat ganzt bedéngt eng grouss Mässegong an der Präis- an Akommesentwécklong. D'Inflatioun därf nët ugedriwe gin, soss verpufft zum Deel d'Wierkong vum Restrukturatiounsprogramm..

Bei der Verdeelong vun den Affer, souwäit se op de Steierzueler falen, léisst d'Regierung sech vun dene folgende Grondsätz leden: 1. D'Wirtschaft, besonnesch och déi nach gesond a produktiv Deler vun onser Wirtschaft däerfen nët zevill belaascht gin oder wa méiglech nët belaascht gin am Interessen vun dem Ganzen. 2. Bei enger eventueller Erhéijong vun Taxen soll der Konkurrenzfähegkeet vun Industrie an Handel Rechnong gedroë gin. 3. Bei de Verhandlongen wor et d'Bestriewe vun der Regierung, de Betrieb selwer nët aus sénger Verantwortung zu entloossen an d'Interventioun vum Staat an dene Grenzen ze halen, déi mat sénger Gréissenuerdnong a sénge Mëttel nach kompatibel sin. Virun allem soll de Kredit vum Staat no baussen nët a Fro gestallt gin. Et gët definitiv Grenzen vu staatlecher Interventioun. Duerfir as och eng enk Kontroll agebaut bei de Betrieber fir d'Verwennong vun de Mëttelen an d'Oflafe vum Plang genee ze iwerwaachen. 4. De Faktor vun der sozialgerechter Verdeelong soll nët aus dem A verluer gin. 5. Et mussen och nach genügend Mëttele bleiwen, fir déi aner Aspiratiounen vun onser Natioun ze befriddegen an en Neierongs- a Beschäftegongsprogramm och anerwärts ze ënnerstëtzen.

Dat alles as schwéiere Kascht op en Ouschtersonndeg. Den Effort muss awer gemiess gin un der Alternativ: en Zesummebroch vun onser Haaptindustrie. Stellt iech d'Konsequenzen dovu vir. Duerfir sin ech iwerzeegt, datt all Lëtzebuerger versteet ëm wat et geet.

Et leie wuel nach Onbekannter op dem Programm: Auswierkungen vun der Kris vu baussen eran op Lëtzebuerg. Verhandlongen mat den Nopeschregierungen sin nach ze féieren bis den 30. Juni, eréischt dono steet all Deelaspekt vum Programm definitiv fest. Eng Ofstëmmung iwert d'Grenzen eraus as gefuerdert a gët gefrot. Mee ech mengen, datt no denen intensiven an heiandsdo schmierzleche Verhandlongen an de leschte Wochen, och um politesche Plang, all Bedeelegter d'Emfannen hun, datt d'Chancen fir d'Stolindustrie ze erhalen réell sin an datt se genotzt kënne gin am Interesse vum Land als Ganzt a virun allem vun all denen, déi hiirt Brout an deem Sektor verdéngen.

Mat där Note vu Vertrauen an Opmonterong wëll ech schléissen an iech nach gerousam a friddlech Ouschterdeeg wënschen.

20/10/2014